

LE MONDE *diplomatique*

> octobre 2017, pages 4 et 5

LE GOUVERNEMENT SORT DE L'AUSTÉRITÉ TOUT EN MÉNAGEANT LA « TROÏKA »

Au Portugal, la gauche essaye

Miné par la corruption et défiguré par la purge imposée par l'Union européenne, le Portugal se redresse lentement, notamment en augmentant le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.

PAR MARIE-LINE DARCY & GWENAËLLE LENOIR



Sandra Bernardo. — Homme descendant les escaliers, Lisbonne, 2012

Au bord du Tage, à un jet de pierre de la très touristique place du Commerce de Lisbonne, une mauvaise sono crache *Les Vampires*, du compositeur-interprète Zeca Afonso. Le chanteur engagé, mort en 1987, demeure un monument national : c'est l'une de ses chansons, diffusée sur une radio catholique le 25 avril 1974, qui donna le signal de la « révolution des œillets ». *Les Vampires*, écrite en 1962, a rythmé toutes les grandes manifestations antiaustérité de 2011 à 2014. Ce soir de juillet 2017, il n'y a que quelques dizaines de voix pour reprendre le refrain sous les banderoles : « *Ils mangeront tout / Ils mangeront*

tout / Ils mangeront tout / Et ne laisseront rien ». Les personnes rassemblées devant le ministère des finances, pour beaucoup assises sur des chaises en plastique, réclament la fin du travail précaire. Il y a là des professionnels de santé, des personnels de l'éducation nationale, des chercheurs, affiliés aux « précaires inflexibles » ou à la grande centrale Confédération générale des travailleurs portugais - Intersyndicale nationale (CGTP-IN). Le gouvernement lui-même estime à cent mille le nombre de précaires employés par l'État. S'ils ne sont qu'une poignée ce soir-là, c'est que l'humeur, au Portugal, n'est pas à la mobilisation sociale.

« *Aujourd'hui, le pays tout entier respire mieux. Nous sommes redevenus optimistes, nous sommes sortis de la dépression mentale* », sourit dans sa barbe courte M. José Maria Costa, maire socialiste de Viana do Castelo, une commune de 80 000 habitants du nord du pays connue pour ses chantiers navals et ses plages propices au surf. « *Nous soufflons, nous sentons tous la reprise, après avoir pris coup sur coup pendant quatre ans* », renchérit M. Fernando Gomes, 54 ans, chauffeur de bus à Lisbonne et syndicaliste. Il y a six ans et demi, en mars 2011, le pays faisait figure de très mauvais élève de la zone euro, au même titre que l'Espagne et la Grèce. Étranglé par un déficit public représentant 7,4 % du produit intérieur brut (PIB) et des taux d'intérêt à plus de 7 %, sa note dégradée par les agences de notation, il se résignait à faire appel, quelques mois après l'Irlande, à une aide extérieure massive : 78 milliards d'euros. Le pays passait alors sous les fourches caudines des technocrates de la « troïka », formée du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE). Les mesures exigées allaient même être aggravées par le gouvernement de droite, une coalition entre le Parti social-démocrate (PSD) et le Centre démocrate et social - Parti populaire (CDS-PP, ou CDS) issue des élections législatives anticipées de juin 2011.

Un déficit public inférieur à celui de la France

Six ans plus tard, et deux ans après le virage politique opéré à l'occasion du retour des socialistes au pouvoir, les indicateurs économiques suscitent la surprise, quelque peu envieuse, de la plupart des pays européens. Après plusieurs années de récession, la croissance atteint 2,8 % par an. Le taux de chômage, qui a culminé à 16,2 % en 2013 (860 000 personnes), est tombé à 9,1 % (441 000) en juillet dernier, soit sous la moyenne de la zone euro (9,3 % à la même date) et celui de la France (9,6 %). Quant au déficit public, Lisbonne fait à nouveau mieux que Paris : il affiche pour 2016 un enviable 2 % du PIB, contre 4,4 % en 2015. Surtout, il est bien en dessous des 3 % exigés par le pacte de stabilité et de croissance européen et loin devant les 3,4 % de la France. Mieux, le gouvernement portugais table sur un budget à l'équilibre en 2020.

Il compte pour cela sur les trois secteurs qui tirent la croissance : les exportations de fournitures industrielles et d'équipements automobiles, les activités traditionnelles (comme le textile) et le tourisme. Ce dernier bat record sur record. Le Portugal a reçu 11,4 millions de visiteurs en 2016, et un quart des emplois créés cette même année l'ont été dans le secteur touristique. À Lisbonne, aux terrasses des cafés et des restaurants comme dans les rames de métro, on entend le week-end plus de français, d'anglais et d'allemand que de portugais. Chaque rue de la capitale offre à la vue des tas de ciment et des échafaudages : on réhabilite à tout-va les vieux immeubles. Les Lisboètes pestent contre les locations saisonnières qui occupent des bâtiments entiers et contre les *tuk-tuk* (taxis tricycles à cabine) qui encombrent les rues et les places du vieux Lisbonne. Consécration du bon résultat en matière d'orthodoxie budgétaire : Bruxelles a annoncé, en mai dernier, la sortie du pays de la procédure de déficit excessif ouverte en 2009. « *C'est une très bonne nouvelle pour le*

Portugal », a commenté M. Pierre Moscovici, le commissaire européen chargé des affaires économiques, avant d'ajouter, en juillet, que la réduction du déficit était « *durable* ».

Les fées européennes qui se sont penchées sur le berceau du Portugal n'avaient pas toujours été aussi bienveillantes. À l'automne 2015, Lisbonne a donné des sueurs froides à Bruxelles et à Berlin quand s'est formée une alliance inédite entre le Parti socialiste, le Bloc de gauche, le Parti communiste portugais (PCP) et les Verts (*lire l'article ci-dessous*). La feuille de route du socialiste António Costa, fraîchement élu premier ministre, ancien maire de Lisbonne, était pour le moins originale dans l'Europe d'alors : respecter les engagements pris auprès de la Commission européenne, notamment en matière de réduction du déficit public... tout en redonnant du pouvoir d'achat aux Portugais, laminés par quatre ans d'austérité. Soit le contraire des politiques prônées par Bruxelles.

Quand la flexibilité fragilise aussi les entreprises

« *Certains partenaires européens avaient des doutes* », raconte aujourd'hui pudiquement M. Pedro Nuno Santos, secrétaire d'État chargé des affaires parlementaires. « *Il a été très difficile de négocier le premier budget, d'autant qu'il a fallu le boucler très vite après l'arrivée au pouvoir d'António Costa*, se souvient l'économiste José Gusmão, membre du bureau politique du Bloc de gauche et assistant de la députée européenne Marisa Matias. *La position des institutions européennes à l'égard du nouveau gouvernement était très négative. Plus dure qu'envers d'autres pays, comme la France ou l'Espagne, qui affichaient pourtant des déficits bien au-dessus des 3 %.* » Les admonestations, pressions, déclarations alarmistes et méprisantes allèrent au-delà du premier budget présenté par le nouveau gouvernement portugais. Ainsi, en juin 2016, M. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, prédiait au Portugal un nouveau plan de sauvetage « *s'il ne respecte pas ses engagements* ». Un mois plus tard, M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro, menaçait le Portugal — et l'Espagne — de geler les fonds structurels pour cause de déficit excessif... en 2015, soit l'année précédant l'arrivée des socialistes au pouvoir. La menace ne sera pas mise à exécution, pour cause de divergences au sein de la Commission.

M. Costa est souvent qualifié d'« habile ». Car il a su jusqu'à présent naviguer entre le respect des compromis passés avec Bruxelles et la volonté de ses alliés de tourner la page de l'austérité. « *Ce qui a été décidé, c'est que cette majorité essaierait d'augmenter les revenus des Portugais, surtout les plus pauvres, en tenant compte le plus possible des règles européennes* », explique Gusmão.



Sandra Bernardo. — Banc de parc, Lisbonne, 2013

Sous la « troïka » et le gouvernement de droite PSD-CDS, la population a connu une réduction ininterrompue de ses revenus. Le salaire minimum a, pour la première fois de son histoire, connu une baisse de sa valeur réelle : gelé à 485 euros brut mensuels (sur quatorze mois) de 2011 à 2014, il a été, dès 2013, amputé par une hausse des cotisations sociales. Les pensions des retraités et les salaires des fonctionnaires ont diminué, d'abord pour les mieux rémunérés d'entre eux, puis pour tous avec la suppression des treizième et quatorzième mois. Le montant net des rémunérations a aussi baissé du fait de l'augmentation des cotisations retraite et des cotisations pour la Sécurité sociale. Citons encore la majoration des heures supplémentaires divisée par deux, la suppression de primes, la baisse des indemnités chômage et de leur durée. Le passage de huit à cinq tranches dans le barème de l'impôt sur le revenu a automatiquement augmenté le montant payé par les moins imposables. Réduction des salaires et des pensions, réduction des budgets pour les services de l'État, santé et éducation comprises, cessions d'entreprises publiques, jours fériés : le coup de rabot était brutal.

Au siège de l'Associação Sindical do Pessoal de Tráfego da Carris (ASPTC), le syndicat des travailleurs roulants des bus et tramways lisboètes, la première moitié de la décennie a laissé un très mauvais souvenir. M M. Fernando Gomes, 54 ans, Victor Santos, 45 ans, et João Pisco, 41 ans (respectivement vingt-neuf, onze et dix-huit ans d'ancienneté), en sont encore sonnés. « *Déjà, sous le gouvernement Sócrates (1), les heures supplémentaires n'étaient plus majorées que de 25 % au lieu de 50 %. Avec la "troïka", nous sommes passés d'un salaire moyen de 1 100 euros à 900 euros, explique M. Pisco. L'État n'injectait pas d'argent dans la Carris, qui s'endettait auprès des banques. Quand la "troïka" est arrivée, l'administration a réduit, réduit, réduit : les salaires, le nombre de bus, les coûts de fonctionnement. Elle a aussi gelé les carrières et augmenté le prix des titres de transport. Des chauffeurs ont émigré parce qu'ils ne pouvaient plus rembourser leurs emprunts. Le service s'est dégradé, avec moins de bus sur une même ligne. Les bus eux-mêmes n'étaient plus réparés, sauf en cannibalisant les autres !* » M. Santos renchérit : « *Les usagers sont devenus agressifs, parce que les*

temps d'attente étaient extrêmement longs et qu'ils étaient eux-mêmes pressurés. Chez les chauffeurs, tout ça a causé des problèmes financiers, des tensions familiales, de la détresse psychologique. Le seul point positif de cette période, c'est que nous roulions beaucoup mieux : le nombre de voitures en circulation avait diminué. »

Tous ont applaudi à l'arrivée de M. Costa. La Carris, que le gouvernement de droite voulait céder au privé, a été municipalisée. Les salariés ont récupéré l'intégralité des treizième et quatorzième mois et la majoration de 50 % des heures supplémentaires. En janvier prochain, le gel de l'ancienneté sera totalement levé. *« Notre situation et celle des usagers s'améliorent lentement. L'entreprise a commencé à embaucher, soixante-dix personnes l'an dernier, cent cette année, affirme M. Santos. Le nombre de passagers a augmenté, parce que l'emploi a repris et que les gens qui travaillent ont besoin de se déplacer. Les réductions pour les jeunes et les personnes âgées ont été rétablies. Mais nous manquons toujours de bus. Et je gagne 200 euros par mois de moins qu'en 2011. »*

Toutes les mesures d'austérité n'ont pas été balayées en deux ans, et la récupération du pouvoir d'achat est lente. Le gouvernement de M. Costa procède à une politique des petits pas, plus rapides cependant que prévu, aiguillonné qu'il est par ses alliés du PCP et du Bloc de gauche. Ainsi, les socialistes s'étaient engagés à porter le salaire minimum à 600 euros brut mensuels. À la moitié de la mandature, le smic portugais est aujourd'hui de 557 euros brut mensuels (sur quatorze mois). Les retraites et les salaires de la fonction publique ont commencé à retrouver les niveaux précédant l'entrée dans l'austérité. Le gouvernement est revenu également sur l'augmentation de certaines taxes, notamment de la TVA sur certains biens et services, passée de 6 % à 23 % pour l'électricité et le gaz, divers produits alimentaires ainsi que la restauration. L'énergie a retrouvé son taux antérieur, et l'addition au restaurant est quelque peu allégée, avec une TVA à 13 %. *« Avec ces petites hausses du salaire minimum et des retraites, nous voyons une reprise de la consommation, se réjouit M. João Vieira Lopes, président de la Confédération patronale du commerce et des services (CCP). Les gens qui gagnent 20, 30 euros de plus par mois les dépensent dans l'alimentation, la restauration, l'habillement. »* La CCP a été la seule organisation patronale à ne pas critiquer d'emblée le gouvernement Costa. Et pour cause : au Portugal, 97 % des entreprises du secteur sont de très petites entreprises. Elles ont pris les mesures d'austérité de plein fouet : au plus fort des restrictions, cent points de vente fermaient chaque jour. *« Les technocrates de la "troïka" étaient très dogmatiques, reprend M. Vieira Lopes. Ils n'avaient pas compris que leurs mesures allaient conduire à une récession très forte. Nos réunions avec eux se passaient mal, nous parlions à un mur. »*

L'émigration comme soupape de sécurité

La politique de la « troïka », aggravée par celle du gouvernement PSD-CDS, a engendré une émigration massive semblable à celle des années 1960, principalement des jeunes les plus qualifiés. *« Cinq cent mille personnes ont quitté le pays, soit plus de 10 % de la population active et beaucoup de jeunes diplômés »,* souligne Raquel Varela, professeure à l'Université nouvelle de Lisbonne, spécialiste de l'histoire du travail. Le gouvernement les y a encouragées : *« L'émigration a été une véritable soupape de sécurité dans un contexte social tendu »,* affirme l'universitaire. Aujourd'hui, beaucoup s'en inquiètent. *« C'est un danger pour le pays, d'autant que la démographie n'est pas vaillante »,* souligne João Duque, professeur d'économie. *« Nous avons du mal à recruter des travailleurs qualifiés »,* se lamente M. Artur Soutinho, président du conseil d'administration de More Textile, florissante entreprise de linge de maison de Guimarães dont les clients sont des

marques américaines et européennes. Ces deux fervents partisans de l'austérité ne voient pas de paradoxe entre leur appui aux mesures de réduction des salaires et à la loi de 2012, qui a flexibilisé le travail, et leur inquiétude d'aujourd'hui. M. Soutinho craint que le gouvernement ne remette en cause la « banque d'heures », un volant de deux cents heures supplémentaires annuelles par salarié payées au tarif normal et utilisables à la discrétion de l'employeur. Son inquiétude ne semble pas fondée : pour le moment, ni le Bloc de gauche, ni le PCP, ni la CGTP-IN, qui exigent sa suppression, n'ont été entendus.

Les alliés du Parti socialiste, syndicat CGTP-IN inclus, commencent à trouver le temps long. « *Le taux de chômage dans notre région est plus faible qu'au niveau national, mais les embauches se font en contrat à durée déterminée via des boîtes d'intérim, lance M. Domingos Costa, représentant communiste de Vila Nova de Famalicão. La crise justifie tout : licencier, baisser les salaires. Mais il n'y a pas de retour à la situation antérieure quand l'activité reprend.* » Pas d'avancée sur la brûlante question des conventions collectives, dont la durée a été réduite et qui, surtout, deviennent caduques en cas d'échec des négociations de renouvellement. Pas de progrès concernant la précarité du travail. « *Dans ce domaine, nous avons obtenu très peu, hormis la hausse du salaire minimum et l'intégration programmée des précaires de l'État. En fait, regrette l'économiste du Bloc de gauche Gusmão, ce gouvernement pense que la flexibilisation du travail a été une très bonne politique, et il n'a pas la volonté de la remettre en cause. C'est un point de tension très fort.* »

Le premier ministre se trouve aujourd'hui confronté à des revendications de redistribution plus rapide et plus large. Elles s'expriment pour le moment à voix basse, mais pourraient prendre de l'ampleur. « *Nous voulons une politique d'investissement public centrée sur les secteurs où nous avons des déficits externes : l'énergie, le logement, les produits alimentaires, explique Gusmão. Car, avec la relance de la consommation, les importations tendent à augmenter, ce qui aggrave encore notre déficit commercial.* » C'est là que le bât blesse : les mesures de rattrapage du pouvoir d'achat ont été largement financées par la baisse de l'investissement public. Celui-ci a chuté de 30 % en 2016, atteignant le niveau le plus bas depuis soixante-dix ans.

MARIE-LINE DARCY & GWENAËLLE LENOIR
Journalistes.

(1) M. José Sócrates, premier ministre du 12 mars 2005 au 21 juin 2011, ancien secrétaire général du Parti socialiste portugais.

Voir [Rectificatifs](#).